

Pendant que le Gouvernement fait taire les protestations, l'alarme environnementale sonne de plus en plus fort



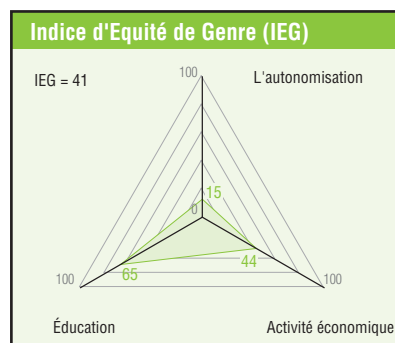
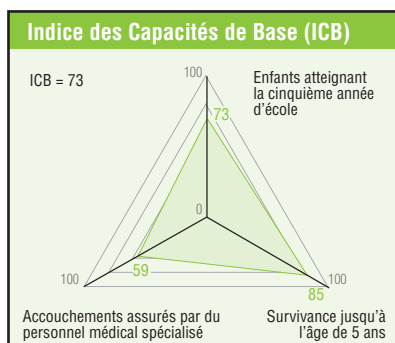
Dans un pays où plus de la moitié de la population est au chômage et où 51 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour, il est plus important que jamais que les ressources naturelles soient gérées d'une manière intelligente et durable. Mais le modèle de développement du Gouvernement n'est pas durable. La désertification et la perte de biodiversité sont de graves problèmes et s'ils ne sont pas abordés immédiatement, le bien-être de la population s'en verra encore plus affecté. Le projet de barrage de Lom et Pangar va déplacer des milliers de personnes et ruiner un des écosystèmes les plus riches du pays.

CRADEC (Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire)
Dynamique Citoyenne
Jean Mballa Mballa

Le Cameroun a bénéficié d'une augmentation du prix du pétrole et du cacao au cours de l'an 2000, mais la hausse de l'inflation¹ et le fait que la richesse soit très inégalement répartie (le coefficient de GINI en 2005 était de 44,6²) signifie que l'économie est encore plus vulnérable qu'auparavant. Selon les dernières données, 51 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour et 17 % avec moins d'un dollar³. Le Gouvernement a annoncé des mesures pour renforcer l'économie, mais il s'est engagé envers un modèle de développement non durable.

Un de ses projet, par exemple, est la construction d'un barrage sur les fleuves Lom et Pangar qui, selon le Gouvernement, permettra d'atténuer la pénurie d'énergie du Cameroun et de stimuler la croissance économique. Cependant, il semble que le principal bénéficiaire de ce projet sera l'entreprise minière d'Alucam, qui consomme environ un tiers de la puissance électrique générée dans le pays.⁴

Ce barrage va déplacer des communautés entières et provoquer une grave perte de biodiversité. Les habitats de nombreuses espèces animales, dont les gorilles et les chimpanzés, vont être submergés ou annihilés lorsque de larges zones de forêts vont être abattues pour faire place à des routes qui doivent relier le barrage aux villes voisines. Cependant, la politique officielle consiste à renforcer les capacités du pays en termes de production d'énergie au détriment de l'environnement et le Gouvernement offre de nombreuses facilités aux entreprises engagées dans des activités d'extraction non durables.



En 2009, le nombre déclaré de personnes potentiellement déplacées par le projet de barrage est passé à 28 000, dont les minorités telles que les Baka, qui ont une longue histoire de discrimination⁵.

La tendance du Gouvernement à ignorer les droits des communautés a déjà été constatée en 2000, lorsque les travaux de l'oléoduc Tchad-Cameroun ont commencé, un projet auquel participaient Petronas Malaisie, Exxon Mobil et Chevron. Selon un rapport d'Amnesty International de l'année 2005, le projet pourrait « geler la protection des droits humains pendant des décennies pour des milliers de personnes qui vivent sur son tracé ». « Le projet de gazoduc a également entraîné le déplacement d'un grand nombre de personnes. Les agriculteurs de la région se sont plaints que l'accès à leurs terres leur était interdit et qu'Exxon Mobil refusait de répondre à leurs revendications ou de leur verser une indemnité. Dans certains cas, cela signifiait que les communautés se sont vu refuser l'accès à leur seule source d'eau potable.⁷ »

Dans les contrats de projet signés par le Gouvernement, les entreprises en question n'avaient pas d'obligation concernant la protection des droits humains ou de l'environnement, et les accords qui ont précédé le début de ces travaux étaient protégés par le secret commercial et n'étaient donc pas disponibles pour l'examen public. L'argument du Gouver-

nement était que le projet était une opportunité de développement qui allait permettre de construire de nouvelles écoles et de fournir une meilleure couverture médicale à la population. Non seulement ces promesses n'ont pas été tenues, mais le Gouvernement a intimidé et arrêté plusieurs personnes qui s'opposaient à l'oléoduc.

L'imposition du silence

En 2008, le président Biya a lancé une initiative visant à apporter des modifications à la Constitution de la nation et dans les principales villes, beaucoup de personnes sont descendues dans les rues pour protester. Ces manifestations ont été violemment réprimées et une centaine de manifestants et de membres des forces de sécurité ont été tués. Les organisations de la société civile impliquées dans le mouvement de protestation ont à maintes reprises affirmé que le régime Biya, qui dirige le Cameroun depuis 1982, est autocratique et n'a pu conserver son pouvoir que par le biais d'élections frauduleuses.⁸ En février 2011, les forces de sécurité de Biya ont violemment dispersé une manifestation de protestation dans laquelle deux des participants étaient des figures de l'opposition majeures, Louis Tobie Mbida et Kah Walla, qui tous deux avaient l'intention de se porter candidats aux prochaines élections d'octobre 2011. Mbida et Walla ont déclaré avoir été maltraités par les forces de répression, qui avaient été averties de la tenue de la manifestation peu de temps avant et avaient pu rapidement disperser les manifestants. Ce fut un coup dur pour de nombreux

1 Economy Watch, "Cameroun Economy," <www.economywatch.com/world_economy/Cameroun>.

2 Institute of International Education, "Atlas of Student Mobility: Cameroon," <www.atlas.iienetwork.org/page/48146/>.

3 Earthtrends, "Cameroun," <earthtrends.wri.org/povlinks/country/cameroun.php>.

4 N. Chimton, "La peur circule face au nouveau barrage," IPS, 2009. disponible sur : <ipsnoticias.net/nota.asp?idnews=93679>.

5 Ibid.

6 Amnesty International, *Oleoducto Chad-Camerún: un nuevo informe acusa a las empresas petroleras y los gobiernos de evadirse en secreto de sus obligaciones para con los derechos humanos*, (septembre 2005).

7 Ibid.

8 David Wallechinsky, *Tyrants: The World's 20 Worst Living Dictators*, (New York: Regan Press, 2006).

groupes d'opposition qui avaient espéré qu'il y aurait une « révolution pacifique du peuple » qui amènerait le régime Biya à sa fin.⁹

Le Gouvernement a fait de grands efforts pour réduire au silence l'opposition. Par exemple, en mars 2011, il a bloqué un service SMS qui fournissait l'accès au réseau social Twitter, qui avait été largement utilisé par les membres d'organisations de la société civile pour organiser des activités de protestation.¹⁰

Chômage

Selon une étude menée par l'Institut national des statistiques, il y avait 12 millions de personnes au chômage en 2009. Ce nombre est absolument choquant étant donné que la population du pays n'est que d'environ 18,2 millions.¹¹

Le Gouvernement a annoncé des plans pour s'attaquer au problème, y compris un système pour créer des emplois pour les jeunes qui quittent l'école secondaire, mais en avril 2011, il y avait pas moins de 350 000 candidats pour les 25 000 emplois destinés à être créés dans la fonction publique.¹² Les groupes de l'opposition ont affirmé que le programme était une « immense fraude » créée pour obtenir des voix aux prochaines élections présidentielles, et les candidats ont également exprimé des doutes sur la transparence du système et sa fiabilité.¹³ Comme une mission du Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale l'ont fait remarquer, il sera très difficile pour l'État de trouver l'argent permettant de maintenir les nouveaux emplois créés dans le secteur public.¹⁴

L'engagement initial de recruter au moins 25 000 travailleurs a déjà été reporté. En mai, Emmanuel Bonde, le ministre de la Fonction publique et des réformes administratives, a déclaré que le programme original serait remplacé par un projet de « recrutement progressif ».¹⁵

Désertification

Au début du XXI^e siècle, le nord du pays avait été durement touché par ce problème et les déserts menaçaient d'empiéter sur les jungles de la région centrale.¹⁶ Ces dernières années, la désertification s'est intensifiée et a entraîné avec elle la dégradation des sols, l'insécurité alimentaire, la pauvreté grandissante et des migrations massives hors des zones arides du nord.¹⁷

9 African News, "Brutal Suppression of Peaceful Protests in Cameroon by Biya Thugs," (24 février 2011).

10 Afrol News, "Cameroon limits social media services," (9 mars 2011), <afrol.com/articles/37542>.

11 Cameroon Today, "Cameroon Government News: Rampant unemployment in Cameroon," (mai 2011).

12 Ibid.

13 Ibid.

14 Theodore M. Ndze, "After Review Mission to Cameroon: IMF, World Bank, ADB Dissatisfied – Worried over 25,000 jobs creations," The Star, (4 April 2011), <thestaronline.info/?p=507>.

15 Cameroon Today, op. cit.

16 J.N. Ndihi, "Cameroon under threat." *Le Monde diplomatique*, (2002), <mondediplo.com/2002/12/11/cameroon>.

17 W. Van Cottem, "Cameroon: Stemming the Tide of Desertification and Land Degradation," *Desertification*, (18 March 2010).

PEU DE PROGRÈS DANS LE DOMAINE DU DSCE

Le Document stratégique pour la croissance et l'emploi, qui vise à réduire la pauvreté à un niveau « socialement acceptable », a été établi en 2007. Les objectifs déclarés à long terme étaient d'élever le Cameroun au statut de pays à revenu intermédiaire, de l'industrialiser, de renforcer son processus démocratique et de permettre ainsi l'unité nationale. Le plan visait à s'attaquer à cette tâche en phases successives de 10 ans avec des objectifs globaux à atteindre d'ici 2035. Les objectifs du Gouvernement fixés pour la phase initiale étaient d'augmenter la croissance annuelle moyenne de 5 % pendant la période 2010-20, afin de réduire le secteur informel d'au moins 50 % en 2020, en créant des milliers d'emplois dans le secteur formel, et de réduire la pauvreté monétaire de 39,9 % en 2007 à 28,7 % en 2020.

Une analyse datant de 2011 concernant les progrès effectués vers les objectifs DSCE a montré que 41 % des objectifs à court terme avaient légèrement progressé, tandis que 23 % ne présentaient aucun progrès. Seulement 5 % des objectifs fixés pour 2010 ont été pleinement atteints. De même, environ 45 % des objectifs immédiats du développement humain n'avaient fait que de légers progrès et 6 % avaient réalisé des progrès raisonnables, mais 34 % des indicateurs ne reflétaient aucun changement. En ce qui concerne le développement humain, les secteurs les plus encourageants sont la lutte contre le VIH et le SIDA et l'initiative pour réduire la mortalité maternelle et infantile, mais aucun progrès n'est constaté pour les objectifs tels que la promotion de la sécurité sociale ou l'optimisation des mécanismes de financement des initiatives de solidarité sociale.

En ce qui concerne l'emploi, 14 % des indicateurs ont stagné et il y a eu de légers progrès en direction de 72 % des objectifs, dont la promotion de l'emploi dans le secteur privé, l'auto-emploi et l'emploi formel. Cependant, aucun progrès n'a été accompli pour essayer de faire passer les travailleurs du secteur informel au secteur formel. On assiste à la même situation à l'égard des moyens de production : pratiquement aucun progrès n'a été accompli pour la plupart des objectifs (60 %), 14 % des indicateurs ont stagné, 6 % ont connu une amélioration considérable et dans seulement 7 % des cas, le but était totalement atteint.

Une des causes de la déforestation dans le pays est la culture du cacao. Les techniques d'exploitation de cette ressource impliquent depuis toujours l'abattage des zones de forêt, et il ne fait aucun doute que la condition alarmante de la plupart des terres au Cameroun d'aujourd'hui remonte aux années 1980 lorsque le Gouvernement a favorisé l'exportation du cacao. Lorsque le prix du cacao sur les marchés mondiaux a diminué, la réponse du Gouvernement a été d'accroître la production ; par conséquent davantage de forêts tropicales ont été abattues, et aujourd'hui l'écosystème du pays subit les conséquences de ce modèle de développement non durable.¹⁸

Les principaux impacts de la désertification aujourd'hui sont le fait que les sources d'eau potable dans plusieurs villes, dont Mbouda, Kumbo et de Nkambe se tarissent ; mais elle provoque également l'érosion généralisée des sols et la perte de fertilité, ce qui augmente le risque de glissements de terrain et d'inondations (comme c'est le cas dans la ville de Bamenda, par exemple) ; la région nord est affectée par des inondations, des tempêtes de sable et de poussière ; la couverture végétale disparaît ; les réserves d'eau sont polluées et les sols montrent des niveaux élevés de salinité et d'alcalinité dans tout le pays, y compris dans les régions tropicales plus vertes.¹⁹

La désertification est aggravée non seulement par le modèle de développement non durable du Gouvernement, mais aussi par l'exploitation forestière informelle des secteurs les plus pauvres de la population, qui a lieu même dans les réserves naturelles.

18 Ndihi, op. cit.

19 Van Cottem, op. cit.

Perte de biodiversité

La désertification n'est pas le seul défi environnemental auquel le pays est confronté car il y a aussi une grave perte de la biodiversité en raison d'un certain nombre de facteurs, dont le surpâturage, la pollution, le braconnage et la surpêche.²⁰ Quelque 40 % de l'écosystème de la mangrove ont été détruits, 32 espèces de mammifères dans le pays sont en danger d'extinction sur un total de 409 et 14 espèces d'oiseaux sur un total de 690 vont bientôt disparaître, de même que 3 espèces de reptiles, une espèce d'amphibien, 26 espèces de poissons d'eau douce et 67 espèces végétales.²¹

Conclusion

Il est douteux que les objectifs du Document stratégique pour la croissance et l'emploi (DSCE) (voir encadré) puissent être atteints, et il s'avère évident que le Gouvernement devrait élaborer un plan d'action plus réaliste. Le manque d'information sur les objectifs et les réalisations du DSCE devrait être résolu à travers une campagne efficace pour tenir le public informé.²² Le manque de données pour effectuer le suivi des progrès vers les objectifs DSCE représente un sérieux obstacle. Les organisations de la société civile devraient être autorisées à avoir davantage accès à des indicateurs qui sont importants pour le suivi des plans du Gouvernement et de leur mise en oeuvre. Globalement une plus grande transparence est nécessaire. ■

20 Encyclopaedia of the Nations, <www.nationsencyclopedia.com/Africa/Cameroon-ENVIRONMENT.html>.

21 Ibid.

22 Dynamique Citoyenne, *DSCE: Un an après, Quel niveau d'appropriation?*, (Yaoundé, 2011).